

Pour les droits des travailleurs et travailleuses du bâtiment

Résolution du comité central du Parti suisse du Travail (PST-POP) sur le renouvellement de la CN 2023+

La Convention nationale de la construction (CN), à laquelle sont soumis plus de 80'000 travailleurs et travailleuses de la construction, arrive à échéance à la fin de cette année. Pour provoquer les travailleurs et les travailleuses, la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE) avait annoncé déjà plusieurs mois avant le début des négociations en février 2022 qu'elle n'excluait pas de renoncer à une convention dans le futur. Les dernières négociations de 2018 entre les syndicats et la SSE nous avaient déjà appris que le patronat était prêt à imposer des conditions de travail inhumaines : journées de travail de douze heures, semaine de six jours, attaques contre la préretraite et salaires au rabais. De telles détériorations sont inacceptables.

Même avec la convention actuelle, le travail dans le secteur principal de la construction est déjà extrêmement dur et précaire. Selon les données du syndicat Unia, une personne meurt en moyenne toutes les deux semaines dans un accident du travail sur un chantier. Et 40 % des travailleurs et travailleuses du bâtiment âgés de 40 à 65 ans deviennent invalides. Beaucoup d'améliorations des conditions de travail sont nécessaires pour renouveler la convention. Suite à une grande enquête menée par le syndicat Unia, les travailleurs et travailleuses du bâtiment ont adopté les principales revendications suivantes :

- Des règles claires en cas d'intempéries
- Des journées de travail plus courtes
- Plus de protection pour les travailleurs et travailleuses âgés
- Temps de déplacement entièrement payé
- Une semaine de vacances en plus

➤ Des pauses payées

Le conflit dans le secteur de la construction doit être replacé dans le contexte social actuel. Comme tout conflit du travail, celui pour une meilleure CN est une lutte pour la répartition de la plus-value produite par la société. Il s'agit donc soit du profit des entrepreneurs d'une part, soit des salaires et des conditions de travail des ouvriers et ouvrières d'autre part. La pandémie a encore accentué cette lutte pour la répartition de la plus-value en Suisse. Le fait que le secteur de la construction ait un taux de syndicalisation élevé par rapport à d'autres secteurs et qu'il soit donc le plus organisé est également important. La lutte dans le secteur de la construction a donc un rôle de modèle. Si les travailleurs et travailleuses de la construction perdent cette lutte importante et que les conditions de travail se détériorent, il est presque certain que les conséquences seront catastrophiques pour tous les autres secteurs.

Pour toutes ces raisons, le PST-POP soutient les revendications des travailleurs et travailleuses de la construction. Il se solidarise avec la lutte des collègues de la construction et les soutient activement. La grande manifestation de la construction du samedi 25 juin 2022 à Zurich est une étape importante. Le comité central du PST-POP appelle toutes les sections du parti à mobiliser activement les camarades pour cette manifestation. En outre, la presse du parti est appelée à informer sur la lutte et à soutenir les sections dans leur mobilisation.

Comité central du Parti suisse du Travail

Berne, le 22 mai 2022



Manifestation samedi 25 juin 2022 à Zurich

Train gratuit affrété par UNIA

Merci de vous inscrire sur le site d'UNIA pour en bénéficier

Rendez-vous le 25 juin à 8h00 sur la Place Lise Girardin pour prendre le train au départ de Genève

Le PST-POP participera à cette manifestation avec un tronçon important

Merci d'être présent-e pour cette importante lutte !



« Notre but devrait être de pousser le mouvement syndical vers un front uni de tous les travailleurs et travailleuses sur les principes de la lutte de classe et le dépassement du capitalisme. »

Le 25 juin prochain, aura lieu une importante mobilisation des travailleuses et travailleurs de la construction (cf. notre éditorial) ; mobilisation à laquelle le PST-POP accorde une très haute priorité. Quelques questions à ce propos à Leonardo Schmid, membre du CD du PST-POP et secrétaire syndical à UNIA Tessin.

La Convention nationale de la construction, à laquelle sont soumis plus de 80'000 travailleurs et travailleuses, arrive à échéance à la fin de cette année. Les négociations pour son renouvellement sont pour le moins « difficiles », et les syndicats appellent à manifester pour cette raison. Que peux-tu nous dire de la situation dans le secteur de la construction, et des négociations au sujet du renouvellement de la Convention nationale ?

La Convention nationale du bâtiment est très importante pour le mouvement ouvrier en Suisse et pour les droits de toutes les personnes qui travaillent dans notre pays. Les ouvriers du secteur ont conquis par la lutte une des meilleures conventions du pays. En effet, seulement dans la construction les syndicats ont su développer une conscience suffisamment forte parmi les travailleuses et les travailleurs qui les amène à se mobiliser régulièrement sur le plan national dans tout le secteur. Ceci en fait un exemple pour toute la classe ouvrière et du côté des patrons on ne se demande plus si les maçons vont se mobiliser, mais on s'inquiète plutôt de combien vont se mobiliser.

Du coup cette année, il s'agit de montrer aux patrons encore une fois que les maçons ne vont pas se

laisser faire, qu'ils vont continuer à lutter pour promouvoir et défendre leur droit. Depuis plus de 20 ans, à chaque renouvellement de leur convention nationale, il y a eu des manifestations et des grèves dans tout le pays, qui leur ont permis non seulement de repousser les attaques de la Société Suisses des entrepreneurs, mais également d'améliorer leurs droits, notamment la pré-retraite à 60 ans qui constitue une des plus grandes victoires syndicales des trente dernières années.

Certes, les négociateurs de la SSE face auxquels se trouvent les délégations syndicales ont l'air d'avoir choisi des positions intransigeantes, mais leur aptitude autant méprisante envers le travail de maçons ne va que pousser encore plus d'ouvriers à se mobiliser. J'ai l'impression que les dirigeants patronaux sont tellement éloignés des conditions de vie dans les chantiers qu'ils ne vont que jeter de l'huile sur le feu. Ils ont produit un journal qu'ils distribuent dans les baraques en guise de contre-propagande à celles des syndicats et où ils se vantent de payer des salaires « records », alors que les salaires les 10 dernières années n'ont pas suivi l'augmentation du coût de la vie et que les prix des immeubles ne font qu'exploser. Toujours sur leur journal, ils affirment qu'il faut travailler plus longtemps l'été pour pouvoir s'amuser sur les pistes de ski l'hiver. Cette communication montre que la SSE est désormais dirigée par des managers qui ne connaissent rien à la vie sur les chantiers ; mais moi je leur dis merci, ils nous aident pour la mobilisation avec ce genre de conneries.

Les revendications adoptées par les travailleuses et travailleurs tournent en grande partie, d'une



façon ou d'une autre, autour de la réduction du temps de travail. Peux-tu en dire plus à ce propos ?

Le choix de revendications syndicales pour cette convention est un processus important qu'Unia met en place pour préparer le renouvellement de la convention nationale et commencer à rappeler aux maçons que la saison de lutte s'approche. En effet, je me permets de souligner que le catalogue de revendications présenté à la SSE est fruit d'une large consultation qu'Unia mène à chaque fois sur les chantiers, sans l'aide des autres syndicats de branche qui en général finissent par s'adapter aux propositions d'Unia.

L'année passée, du coup, le processus a commencé par une conférence professionnelle, c'est-à-dire une assemblée générale des délégués du bâtiment d'Unia de toute la Suisse qui ont discuté une première fois des revendications à développer. De cette conférence est sorti un sondage avec dix propositions, que les secrétaires syndicaux ont fait tourner sur les chantiers, en récoltant 17'000 réponses. A partir de ce sondage il a été évident que le malaise le plus ressenti par les travailleuses et les travailleurs des chantiers est celui des journées de travail trop longues. Les ouvriers demandent la journée de 8 heures toute l'année,



que le temps nécessaire pour se rendre du dépôt aux chantiers soit compris dans la journée de travail, que les pauses du matin et de l'après-midi soient payées. Toujours en lien avec la réduction du temps de travail, ils demandent une semaine de vacances supplémentaire, et un système pour arrêter le travail quand il y a mauvais temps sans perte de salaire. En mars de cette année, la Conférence professionnelle des maçons a validé les résultats du sondage et décidé, notamment grâce aussi à l'intervention de notre camarade Marius, d'accompagner ces revendications avec la demande d'une augmentation généralisée des salaires d'au moins 200,- par mois.

Le travail sur les chantiers est dur. Pour moi il n'est pas étonnant du tout que les maçons aient choisi ces revendications, aux rythmes de travail actuels l'usure physique et psychologique, ainsi que le risque d'accident sont très élevés.

Le CC du PST-POP a adopté, lors de son plénum du 21 mai, une résolution sur la réduction du temps de travail, dont tu as rédigé la première version. Quelle est la situation au niveau des horaires et des conditions de travail en Suisse ?

La situation par rapport à la réglementation des horaires de travail dans notre pays est catastrophique de mon point de vue. Soit parce que la loi est effectivement ultralibérale, soit parce que malheureusement beaucoup de personnes ne le savent pas. Je suis très content que le Parti ait décidé d'entamer une campagne de longue haleine sur la réduction du temps de travail.

Dans le régime actuel de réglementation des horaires de travail il n'y a pas de limites ou presque. Si la loi formellement fixe la semaine de travail à 45 heures dans les usines, les bureaux et les



Affiche de 1912 : un combat historique du mouvement ouvrier

magasins et 50 heures pour les autres métiers, en réalité ces limites peuvent largement être dépassées. En effet, il est possible d'ajouter des heures supplémentaires pour rallonger la semaine de travail jusqu'à 72 heures, avec des conditions de compensation et de rétribution de ces heures totalement à l'avantage des patrons, qui pourront les utiliser au moment que l'entreprise aura moins besoin de travail.

Ainsi dans un système où le contrat de travail est précaire pour tout le monde, l'extrême flexibilisation des horaires de travail met les travailleuses et les travailleurs dans une position de faiblesse vis-à-vis des patrons qui peuvent facilement augmenter l'exploitation. D'ailleurs si on veut faire une comparaison internationale avec des pays européens on se rend vite compte que la Suisse est le paradis des patrons de ce point de vue : en Italie, Espagne, Autriche, Belgique et au Portugal la semaine est de 40 heures ; en Allemagne il y a la journée de 8 heures, en France la semaine de travail de 35 heures est une réalité depuis longtemps. Ainsi on peut affirmer sans se tromper que les limites de la semaine de travail en Suisse sont les plus arriérées d'Europe.

Pourquoi devons-nous lutter pour une réduction du temps de travail ?

Il y a énormément de raisons pour réduire le temps de travail. Avant tout en tant que communistes nous souhaitons limiter la possibilité des patrons d'augmenter l'exploitation, plus longtemps on peut travailler, plus notre temps de travail servira au profit du patron et pas seulement pour reproduire notre force de travail. En outre, la réduction du temps de travail permet de partager le travail entre toutes et tous selon le fameux adage : « travailler moins pour travailler tous ». Il s'agit d'une mesure importante pour soutenir le plein emploi et pour limiter la concurrence entre travailleurs.

Il s'agit également d'une question de santé publique : sont en effet nombreux celles et ceux qui finissent par tomber malades à cause du travail, à la fois d'un point de vue psychologique et physique. Travailler moins permettrait à une multitude de travailleuses et travailleurs non seulement de se reposer plus, mais également de disposer de temps libre pour s'épanouir, s'instruire et avoir une vie sociale en dehors de l'entreprise.



Quelles revendications devons-nous porter à ce sujet ?

En tant que PST-POP nous sommes la seule organisation politique, à ma connaissance, qui revendique un changement total de la législation du travail en Suisse. Nous souhaitons l'introduction d'un Code du travail à la place des articles sur le contrat de travail dans le Code des Obligations et de la loi sur le travail avec ses ordonnances.

Cela dit, à l'intérieur de ce nouveau code du travail nous souhaitons fixer la semaine de travail à 35 heures, limiter les heures supplémentaires de façon qu'elles soient suffisamment chères pour le patronat, qu'elles deviennent quelque chose de vraiment extraordinaire.

Au Comité Central nous avons également discuté de nombreuses autres mesures que l'on pourra retrouver dans la résolution qui sera bientôt publiée. Un point important sur lequel j'ai insisté est que dans le développement de la campagne sur la réduction du temps de travail nous devons appliquer est celui de savoir définir nos revendications en menant des discussions avec la classe ouvrière sur le terrain. Dans cette phase, il est inutile de développer des revendications ultra radicales, car on risque de résulter peu crédibles aux yeux des travailleuses et des travailleurs.

Tu travailles au sein d'UNIA, le plus grand syndicat de Suisse. Quelle évaluation fais-tu de l'état présent du mouvement syndical de notre pays ? Qu'est-ce qu'il serait souhaitable d'y changer ? Quel devrait être l'engagement des membres de notre Parti dans les syndicats ?



Bellinzona, 2018

Il faudrait une résolution tout entière rien que pour répondre à cette question. Je vais essayer de résumer mon point de vue brièvement. Nous en tant que communistes devons soutenir l'organisation de la classe ouvrière dans ses luttes pour améliorer les conditions de travail et à travers cette proximité essayer d'élever la conscience politique de la classe ouvrière afin qu'elle assume son rôle de classe révolutionnaire. Dans cette optique, nous devons aller chercher les travailleurs là où ils s'organisent, là où on peut trouver l'avant-garde du prolétariat.

Au sein d'Unia il y a beaucoup de contradictions et il ne faut pas cacher que la direction nationale suit une ligne social-démocrate, loin de notre idéal de syndicat de lutte et de classe. Néanmoins il y a certainement des marges de manœuvre pour que nos militants ouvriers puissent participer et amener notre voix. D'autre côté il faut rappeler qu'Unia n'est pas un syndicat de tous les travailleurs, mais un syndicat qui regroupe

quelques secteurs économiques seulement.

En Suisse à différence de la France, de l'Italie, du Portugal ou de la Grèce il n'existe pas de Confédération générale des travailleurs ; au mieux il y a l'USS, qui devient de plus en plus une coquille vide, avec un rôle toujours plus marginal et dont fédérations arrivent à se mettre en concurrence l'une avec l'autre. Personnellement je pense que les camarades, qui croient au rôle révolutionnaire du mouvement ouvrier, doivent œuvrer à l'intérieur de tous les syndicats où il y a de l'espace pour promouvoir des luttes. Selon la situation spécifique d'un canton ou l'autre ça pourrait être même dans les syndicats chrétiens. Notre but devrait être de pousser le mouvement syndical vers un front uni de tous les travailleurs et travailleuses sur les principes de la lutte de classe et le dépassement du capitalisme.

Propos recueillis par Alexander Eniline



Le chef de l'armée évoque une adhésion de la Suisse à l'OTAN

Le chef de l'armée, M. Thomas Süssli, a déclaré récemment que l'adhésion de notre pays à l'OTAN n'était "pour le moment" pas à l'ordre du jour. "Pour le moment" signifie-t-il que la question pourrait être étudiée d'ici peu ? Ces déclarations sont à nos yeux absolument inacceptables. M. Thomas Süssli ignore-t-il que notre pays est neutre et que la Suisse a même traversé toute la période de la guerre froide sans entamer de discussions d'entrée dans l'OTAN. Tout aussi inacceptable est le silence du Conseil fédéral après de telles déclarations. Le Conseil fédéral et la cheffe du département, Mme Viola Amherd, auraient dû remettre à l'ordre M. Thomas Süssli et lui rappeler certaines réalités, notamment que ce

n'est pas le chef de l'armée qui décide de la politique étrangère de notre pays.

- ⚡ **Depuis quand le chef de l'armée se déclare-t-il compétent pour décider de la politique étrangère de la Suisse ?**
- ⚡ **L'adhésion de notre pays à une organisation militaire étrangère ainsi que l'abandon de la neutralité sont-ils dans l'agenda caché du Conseil fédéral ?**
- ⚡ **Notre pays ne ferait-il pas mieux de continuer sa politique de bon office et de tenter d'apaiser ces conflits meurtriers plutôt que de les**



alimenter en laissant son chef de l'armée évoquer une éventuelle adhésion à l'OTAN

Intervention de notre Conseiller National, Denis de la Reussille

Agression militaire de l'armée turque au Kurdistan

Pratiquement passé sous silence par tous les gouvernements et les médias européens, le gouvernement turc, pays membre de l'OTAN, a lancé dans la nuit du lundi de Pâques une offensive aérienne de grande envergure dans la région du Kurdistan irakien.

Les attaques sont dirigées contre le PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan, a fait savoir le ministre turc de la défense. La zone frontière turco-irakienne a été violemment bombardée par des avions de combat et des drones. Les attaques ont également visé la région de Kobané dans le nord de la Syrie. Cette agression a visé des installations d'approvisionnement ainsi que la population civile et de nombreuses pertes humaines sont à déplorer. Cette offensive militaire est bien entendu contraire au droit international. Le peuple kurde a le droit de vivre en paix et de choisir ses autorités. En comparaison avec le conflit en Ukraine qui est également

une grave guerre d'agression du gouvernement russe, le silence du Conseil fédéral sur cette offensive du gouvernement turc est pour le moins troublant. Les civils, les femmes, les enfants, toute la population kurde méritent autant notre soutien et notre solidarité.

- ⚡ **Le Conseil fédéral ne devrait-il pas condamner dans les termes les plus sévères l'agression de l'armée turque contre la population kurde ?**
- ⚡ **Le Conseil fédéral ne devrait-il pas revoir sa politique qui peut être considérée comme très indulgente vis-à-vis du président Erdogan ?**
- ⚡ **Le Conseil fédéral envisage-t-il de prendre des sanctions diplomatiques ou économiques contre le gouvernement turc ?**

Intervention de notre Conseiller National, Denis de la Reussille

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Paraît 10 fois par an
Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard
Case Postale 16
1211 Genève 8
pdt-ge@bluewin.ch

www.pdt-ge.org

022 321 79 58

ccp : 12-8747-5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Leonardo SCHMID, Balmain BADEL, Tobia SCHNEBLI, Tony MAINOLFI

Délai de remise des textes :

3 juillet 2022

Tarif abonnements :

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



Contre la vie chère : pour la défense du pouvoir d'achat et la justice sociale

Loin du « monde d'après », dont on a pu débattre pendant le premier confinement, loin même d'un « retour à la normale », le monde est plongé aujourd'hui dans une situation pire qu'avant : guerres (celle en Ukraine n'étant pas la seule), urgence climatique encore plus aiguë (la seule chose qui n'a pas changé, c'est l'inaction des gouvernements bourgeois), et crise économique, qui se manifeste sous la forme de l'inflation. Tout augmente, sauf les salaires, les retraites et les prestations sociales.

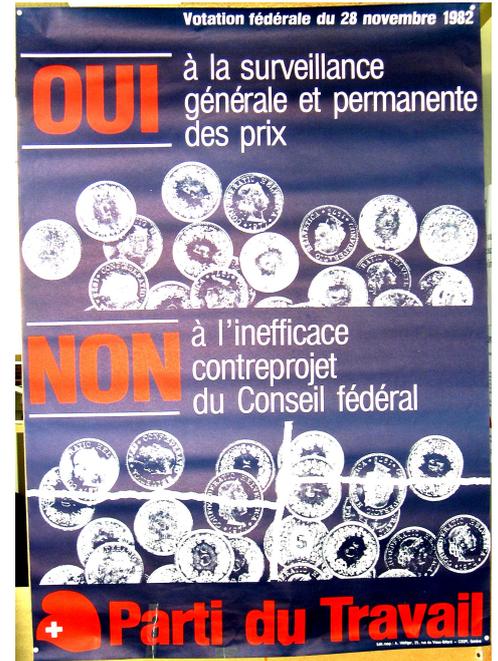
L'inflation est aujourd'hui de 7,9% aux USA, le taux le plus élevé des 40 dernières années. Elle est de 5,8%, en moyenne, dans l'UE. D'autres pays connaissent des niveaux d'inflations proprement vertigineux, bien au-delà de 50%, comme la Turquie – où les conséquences sociales sont dramatiques – et le Sri Lanka, où l'inflation et la mauvaise gestion du gouvernement ont conduit à un soulèvement populaire et à une crise politique. En Suisse, l'inflation est de 2,4%, ce qui peut sembler ne pas être beaucoup. Mais, d'une part, même cette inflation-là frappe déjà le pouvoir d'achat des classes populaires, moyennes, du milieu agricole et de nos industries, et d'autre part l'inflation a jusqu'à présent été atténuée en Suisse par l'appréciation du franc – qui a abaissé le coût des importations – ; mais l'efficacité de ce phénomène est limitée, et ne pourra pas empêcher une hausse des prix plus importante dans un avenir proche.

Ce qui augmente tout d'abord, ce sont les prix à la consommation. Les causes en sont multiples. Il y a une reprise, rapide mais irrégulière, à la suite de la levée des mesures sanitaires les plus drastiques, avec une désorganisation des chaînes d'approvisionnement, et des pénuries qui s'en sont suivies. Il y a les conséquences de la guerre en Ukraine, avec la hausse du prix des hydrocarbures et des denrées alimentaires, par suite de la baisse des exportations russes et

ukrainiennes. Il y a enfin des phénomènes purement spéculatifs : les entreprises pétrolières, notamment, font des profits record en ce moment, et sont les premières bénéficiaires de la hausse du prix à la pompe.

Ce sont-là les causes immédiates. Mais l'explication des phénomènes inflationnistes que nous connaissons ne s'y réduit pas. Il s'agit d'un phénomène systémique, et non pas conjoncturel. L'inflation est simplement la forme sous laquelle la crise structurelle du capitalisme se manifeste actuellement. Cette crise était déjà en germe avant la pandémie. Les mesures de soutien à l'économie, par injection massive d'argent public, si elles ont empêché le déclenchement d'une récession, n'ont pas résolu en revanche la cause profonde de la crise : la suraccumulation du capital. Au contraire, elles l'ont amplifiée. Pour juguler l'inflation, les banques centrales sont en train de relever leurs taux directeurs. Ce tour de vis pourrait limiter l'inflation – ce qui n'est même pas certain – mais risquerait en revanche de causer une récession, ou une crise de la dette, ou les deux. S'ensuivrait une nouvelle politique d'austérité, dont les classes populaires souffriraient. Le capitalisme ne peut pas trouver de solution à ses propres crises, qu'il engendre fatalement.

Grave en Occident, ce phénomène de hausses de prix et de pénuries est une catastrophe dans nombre de pays du monde. La misère absolue s'est encore accrue dans le monde : une personne sur dix souffre actuellement de la faim, un milliard et demi de personnes sont touchées par la malnutrition, et 13 millions de personnes de plus sont menacées par la famine. Tout cela pendant que les puissances impérialistes augmentent massivement leurs dépenses d'armement, et que les milliardaires engrangent des profits records.



Le problème du renchérissement du coût de la vie n'est pas que celui de l'inflation, endogène ou importée. D'autres phénomènes s'y additionnent, qui pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des classes populaires. Parmi eux, les principaux sont la hausse inexorable des primes d'assurance maladie – qui devraient augmenter brutalement en 2023, après une « pause » durant la pandémie – et celle des loyers. Ces deux phénomènes sont distincts de l'inflation proprement dite, et ont des causes qui leur sont propres : système de santé de marché permettant toutes sortes de pratiques abusives des caisses privées ; et pénuries de logements conjuguée à la spéculation foncière.

Que les causes soient différentes, l'impact sur le pouvoir d'achat des classes populaires est toutefois le même. Et il est déjà brutal pour les plus modestes.

Face au renchérissement du coût de la vie, le PST-POP préconise, comme mesures immédiatement applicables, et objectifs de lutte pour les travailleuses et les travailleurs pour défendre leur niveau de vie contre les empiétements du capital :



- ✘ **L'indexation des salaires au coût de la vie** : la non-augmentation des salaires, ou une augmentation inférieure à l'inflation, constituerait *de facto* une baisse de ceux-ci. Il n'existe en Suisse aucun mécanisme d'indexation automatique, et le patronat n'a pas l'intention d'indexer les salaires, ni ne le fera de son plein gré. Les « experts » néolibéraux nous mettent en garde contre le risque d'une prétendue spirale salaires-prix en cas d'indexation. Mais c'est un mensonge. Ce ne sont pas les salaires qui causent l'inflation. Au contraire, c'est le travail qui produit toute richesse, et les exigences de hausses de salaires surviennent après la hausse des prix. Différées dans le temps, les indexations salariales ne compensent en règle générale que partiellement la perte de pouvoir d'achat. La hausse des prix est une façon pour le capital de préserver, d'accroître si possible ses profits. Une inflation sans indexation des salaires équivaldrait à une hausse des profits, à accroître encore l'appropriation des richesses par le capital, au prix d'une exploitation supplémentaire du travail. Le PST-POP appuie toutes les initiatives des syndicats pour l'indispensable indexation des salaires au coût de la vie. Nous estimons toutefois que les simples négociations, dans le cadre limitatif de la paix du travail, ne suffiront pas : seule la lutte permettra de construire un rapport de force suffisant pour remporter la victoire.
- ✘ **L'indexation des retraites au coût de la vie** : pour la même raison que les salaires, les retraites doivent être indexées. Leur baisse *de facto* plongerait encore plus dans la précarité nombre de retraité-e-s modestes. Rappelons que les retraites sont un droit acquis par le travail, non une « dépense » dans laquelle on pourrait couper pour réaliser des « économies ». Rappelons aussi que l'AVS ne remplit toujours pas

son mandat constitutionnel depuis plusieurs dizaines d'années ! Par conséquent, une indexation des retraites au coût de la vie s'impose. Cela n'enlève rien à la nécessité d'une réforme en profondeur du système des retraites, dans le sens de la justice sociale, plutôt que d'une logique de marché. A moyen terme, nous défendons l'idée d'une intégration du deuxième pilier dans le premier pilier.

- ✘ **L'indexation des prestations sociales au coût de la vie** : toutes les aides et prestations sociales doivent impérativement être au moins indexées au niveau de la hausse du coût de la vie. Le contraire signifierait une baisse à froid de celle-ci, un démantèlement social de fait, que rien ne justifie et qui est parfaitement inacceptable.
- ✘ **Un contrôle des prix sur les denrées de base (notamment les denrées alimentaires et les hydrocarbures)** : l'indexation des revenus au coût de la vie ne servirait à rien si la bourgeoisie parvient simplement à récupérer d'une main ce qu'elle est contrainte de céder de l'autre (c'est là l'une des principales causes de l'inflation). Face aux risques de pénuries, et pour freiner une hausse de prix de nature spéculative – qui permet à une minorité d'engranger des profits records au détriment du bien commun – un contrôle des prix sur les denrées de base doit être instauré par l'État. Le « libre marché » ne peut pas, par définition, réguler un phénomène qu'il engendre. Une intervention accrue des collectivités publiques est indispensable pour limiter l'anarchie du marché capitaliste, et assurer une répartition socialement juste des biens de première nécessité tout au moins. Les organisations représentatives des classes populaires devront veiller à ce que ce contrôle se fasse réellement dans le sens de la justice sociale, et non d'une collusion

entre l'État et les grandes entreprises. Un soutien aux petites entreprises doit être prévu, afin qu'elles ne pâtissent pas de ces mesures.

- ✘ **Un contrôle des loyers** : un contrôle des loyers par l'État a été longtemps en vigueur en Suisse depuis la Deuxième Guerre mondiale, avant d'être progressivement démantelé. La pénurie de logements et les pratiques spéculatives en vigueur sur le « marché libre », qui conduisent à une hausse inexorable et bien supérieure à celle des prix à la consommation des prix du terrain et des loyers rendent nécessaire le rétablissement d'un tel contrôle, qui permette de mettre fin aux marges abusives des propriétaires, de plafonner les loyers à des tarifs raisonnables, de protéger les locataires contre toute expulsion injustifiée, et de ne permettre les démolitions et les transformations de logements que dans le cas où il doit en sortir une solution socialement acceptable. Nous demandons également que la spéculation dans l'immobilier de la part des caisses de pension soit contrôlée.
- ✘ **Plafonnement des primes d'assurance maladie et dégonflement des réserves des caisses** : le système de la LAMAL a clairement atteint des limites et n'est plus acceptable tel qu'il est. Le montant des primes devient insoutenable, et leur hausse continue n'est pas justifiée. Les réserves des caisses atteignent des sommes astronomiques, bien au-delà des obligations légales, sans aucune justification. Les montants indûment perçus aux assuré-e-s de certains cantons n'ont été que partiellement restitués, sans qu'aucune correction ne soit apporté à un système, dont l'opacité est par ailleurs intolérable. Il est clair qu'une réforme en profondeur de tout le système, dans le sens de la transparence, de l'équité et de la justice sociale – en le débarrassant des logiques



de marché – s'impose. Dans l'immédiat, toute nouvelle hausse de primes doit être refusée ; les caisses doivent puiser dans les réserves qu'elles ont indûment accumulées, avec de l'argent payé par les assuré-e-s. A moyen terme, nous défendons une caisse maladie publique avec des primes basées sur le revenu.

✂ **Développement des services publics et des équipements collectifs** : plutôt que de courir derrière le marché capitaliste et ses exigences de profit, le développement des services publics

et d'équipements collectifs, à but non-lucratif, gratuits ou à bas coûts, et couvrant l'ensemble du territoire, est la voie de l'avenir. Par exemple, la meilleure alternative à la cherté de l'essence est le développement d'un réseau performant, et gratuit, de transports publics.

Ce renchérissement du coût de la vie ne constitue toutefois pas une difficulté temporaire, mais un phénomène structurel. Et des mesures structurelles sont nécessaires pour y faire face, pas seulement des palliatifs. Il faut dire aussi que l'une des causes majeures du

renchérissement de l'énergie et des menaces de pénuries est la limitation des ressources naturelles non-renouvelables, que le capitalisme a exploité sans vergogne, jusqu'à leur épuisement. Le système actuel n'a pas d'avenir. Il est urgent d'en changer. Le PST-POP lutte pour une société socialiste, où les problèmes insolubles créés par le capitalisme pourront enfin être résolus.

Communiqué adopté par le plénum du Comité central du PST-POP, le 21 mai 2022

Réponse du PST-POP à la NZZ

Il est bien connu que la vérité est l'une des premières victimes de la guerre. La déontologie de certains journalistes semble également en être parfois une victime collatérale. Dans un article paru le 2 mai, la NZZ, plutôt que de rendre compte de la position du PST-POP de manière précise, a préféré la réduire à une défense de Vladimir Poutine et de l'invasion russe. Notre co-président Alexander Eniline avait pourtant répondu par écrit à cinq questions posées au journaliste Olivier Camenzind, mais celui-ci n'a visiblement pas pris le temps de lire ses réponses ni d'en rapporter la substance dans son article, trop empressé qu'il était de disqualifier notre analyse et de nous renvoyer dos à dos avec l'extrême-droite. Afin qu'aucune ambiguïté ne puisse exister sur la position du PST-POP sur la guerre en Ukraine, nous reproduisons ici les réponses dans leur intégralité.

1) Vous refusez catégoriquement tout soutien militaire à l'Ukraine, que ce soit de la part de la Suisse ou de l'OTAN. C'est ce que je déduis des communiqués publiés sur votre site Internet. Que voulez-vous dire exactement lorsque vous appelez au "dialogue" et à la "diplomatie" pour mettre fin à la guerre ?

Les guerres ne s'achèvent généralement pas par l'anéantissement de l'un des deux belligérants – ce qui serait une issue tragique – mais à la table des négociations. La Russie n'a manifestement pas les capacités d'une conquête de toute l'Ukraine, ni de renverser le gouvernement ukrainien. Elle n'aura pas non plus les ressources pour mener indéfiniment une guerre où son armée s'enlise. Une solution diplomatique s'imposera tôt ou tard, et mieux vaut le plus tôt possible. Nous nous engageons, dans la mesure de nos moyens, pour le rétablissement de la paix. Le but des puissances de l'OTAN, en revanche n'est pas la paix, mais la défaite de la Russie – comme Joe Biden l'a explicitement affirmé – quitte à faire durer la guerre autant que possible, quels qu'en doivent être les dégâts humains et matériels.

2) L'Ukraine est en guerre. Comment, si ce n'est par des moyens guerriers, peut-elle se défendre contre la Russie qui l'attaque ?

L'Ukraine peut difficilement faire autrement que de se défendre par les armes, et c'est un droit que nous reconnaissons explicitement. Nous devons toutefois penser dans une optique plus globale. Et en ce sens,

notre engagement fondamental est pour la paix et le désarmement. Le retour en force du militarisme et de la course aux armements est une menace majeure pour tous les peuples du monde. L'Ukraine est aujourd'hui le terrain d'affrontement interposé entre deux blocs impérialistes, qui risque de culminer en une guerre mondiale dans le pire des scénarios. Nous devons lutter pour mettre fin à cet affrontement, pas de nous rallier sous la bannière d'un de ces blocs.

3) Il est prouvé que c'est le régime russe qui a déclenché la guerre. Pourtant, dans les communiqués mentionnés, vous soulignez la complicité de l'Occident, notamment de l'UE et de l'OTAN. D'où vient le rejet de l'OTAN ?

Il faut commencer par rappeler quelques faits indiscutables : l'OTAN est une alliance impérialiste, créée avant le Pacte de Varsovie, dans le but de mener des guerres d'agression. A la dissolution du Pacte de Varsovie, l'OTAN aurait dû se dissoudre. Or, loin de là, elle s'est étendue vers l'Est, dans une stratégie évidente d'encerclement de la Russie. Loin de trouver une solution de sécurité



collective incluant la Russie – qui en était demandeuse dans un passé récent – des batteries de missiles nucléaires sont pointées en direction du territoire russe. Les puissances de l'OTAN ont activement soutenu le coup d'État de Maïdan en 2014, les persécutions envers l'opposition de gauche, les mesures vexatoires à l'encontre des russophones, les exactions des groupes d'extrême-droite commises en toute impunité. L'OTAN est une alliance militaire dirigée par les USA, première puissance impérialiste du monde, qui multiplie les guerres d'agression depuis des dizaines d'années, et est le principal oppresseur des peuples sur la planète. Joe Biden, rappelons-le, a soutenu la guerre en Irak. Et il était vice-président de Barack Obama quand celui-ci a transformé la Lybie en un champ de décombres, livré aux seigneurs de guerre. Il a de ce fait plus de sang sur les mains que Vladimir Poutine. Rien de tout cela ne justifie l'invasion russe. Mais en revanche l'invasion russe ne change rien à la nature impérialiste de l'OTAN.

4) En d'autres termes, pourquoi accordez-vous une telle importance à la défense de la Russie ?

Nous ne défendons en aucune manière la Russie, dont nous avons condamné l'invasion sans aucune ambiguïté. Nous souhaitons simplement garder une vue lucide des événements, dans toute leur complexité, sans nous laisser emporter par la vague de l'émotion collective. Nous refusons également de soutenir de quelque manière que ce soit les puissances impérialistes regroupées au sein de l'OTAN, ni de nous aligner aveuglement sur un gouvernement ukrainien nationaliste, et qui persécute l'opposition de gauche, et même de centre-gauche, dans son propre pays – ce qui n'a absolument rien à voir avec un soutien à la Russie.

5) L'argument selon lequel l'Occident (notamment par l'élargissement à l'Est de l'OTAN) a provoqué l'invasion russe en Ukraine, ou du moins en est en partie responsable, ne se lit pas seulement chez vous, mais aussi dans des cercles résolument de

droite. Pouvez-vous commenter la situation paradoxale dans laquelle des personnes résolument de droite et des personnes résolument de gauche semblent soudain être d'accord ?

Nous développons nos positions en fonction de ce que nous pensons être juste, pas en fonction de ce que pensent nos adversaires. Si des gens de droite disent que $2+2=4$, devrions-nous affirmer que $2+2=5$ juste pour les contredire ? Il arrive effectivement en pratique que certaines de nos positions rejoignent, d'un point de vue superficiel, certaines positions de droite. Mais ce n'est pas pour les mêmes raisons, et les positions en question n'ont pas la même signification dans notre démarche et dans la leur. Une partie de la droite extrême soutient en effet la Russie, par fascination pour le régime nationaliste et réactionnaire de Vladimir Poutine. Une telle fascination n'a aucune existence chez nous – ce régime est aux antipodes de nos valeurs – et notre démarche est résolument anti-impérialiste et internationaliste.

Ensemble à Gauche (Parti du Travail, DAL, solidaritÉS) opte pour l'unité aux prochaines élections cantonales

La coalition Ensemble à Gauche (EàG) regroupant le PDT, le DAL et solidaritÉS présentera une liste unitaire aux élections cantonales de 2023. Lors de l'assemblée générale du 22 mai, les trois composantes d'EàG ont formalisé leur volonté de partir ensemble sur une liste pour porter un **programme commun visant à la transformation en profondeur de la société dans un sens démocratique, égalitaire et solidaire**, notamment en termes de genre et dans une perspective antiraciste, socialiste et écologiste, respectueuse des droits humains et de la biosphère. Elles combattront résolument les inégalités et toutes les discriminations. Elles travailleront à renforcer l'État social, s'engageront en faveur de la transition

énergétique et défendront le principe central d'une fiscalité redistributive.

Présentes aux côtés des mouvements sociaux, engagées sur les mêmes thématiques, elles veilleront à relayer leurs préoccupations et revendications dans toutes les instances parlementaires.

Lors de cette assemblée, les trois composantes fondatrices d'EàG, déterminées à consolider de manière constructive leur alliance, ont adopté de **nouvelles règles de fonctionnement pour se prémunir contre les difficultés de collaboration qu'elles ont rencontrées dans le passé.**

La coalition, qui depuis plusieurs mois développe des actions

politiques communes sur le terrain, entend poursuivre son engagement unitaire tout au long de la campagne et au-delà. Elle présentera sous peu son programme et la liste de ses candidat.e.x.s. Confrontés à des défis sociaux, environnementaux et de société sans précédent, l'action politique et la voix de la Gauche de la Gauche est plus que jamais indispensable au Parlement.

Personnes de contact :

Pour le Parti du Travail, Tobia Schnebli

Pour le DAL, Christian Zaugg

Pour solidaritÉS, Jocelyne Haller



Genève : Alerte transphobie ?

Les 29 avril et 17 mai 2022, deux conférences organisées dans l'enceinte de l'Université de Genève (Unige) furent tour à tour bloquées par des militants jugeant qu'elles diffusaient un discours transphobe, créant la polémique à Genève. Dans ce cadre, Julien*, militant trans, nous donne son point de vue sur la situation, à l'heure où un dernier rapport émanant des faitières LGBTIQ¹ sur les crimes de haine montre une nette augmentation de signalements par des personnes trans, entre autres.



Des milieux réactionnaires anti-trans en activité à Genève ?

Au printemps 2021, a été créée l'Association pour une approche mesurée des questionnements de genre (AMQG)². Cette association genevoise part de parents qui n'acceptent pas la transition de genre de leurs enfants, dont certains sont aujourd'hui majeurs. «Ce sont des militants, puisqu'ils agissent dans le but de faire changer le monde de manière conforme à leur vision», de l'avis de Julien. «Ils refusent que leurs enfants soient trans, et, de manière générale, militent pour que les trans n'existent pas», ajoute-t-il. En 2021, l'association aurait attaqué un médecin travaillant avec des mineurs trans en justice. D'après Julien, cette action a eu des conséquences concrètes sur la vie de mineurs trans, puisque tous les médecins travaillant d'habitude avec ces mineurs ont alors refusé de prendre en charge de nouveaux patients pendant l'année, par peur d'être à leur tour attaqués en justice. Le manque d'accès à certains soins et la période de confinements renforçant, entre autres, des tensions intra-familiales ont alors accentué la détresse de nombreux mineurs trans genevois. Pendant cette période, Le Refuge Genève, structure qui vient en aide aux jeunes LGBTIQ, a d'ailleurs observé une progression d'environ 100 % des demandes qui lui étaient adressées³.

L'AMQG serait en contact avec des associations similaires d'autres pays et diffuse du matériel souvent mal traduit d'organisations sœurs des USA ou du Royaume-Uni. L'association est présente sur les réseaux sociaux, a un site internet, une newsletter. Deux de leurs membres ont d'ailleurs récemment publié une opinion dans Le Temps⁴ dans laquelle ils formulent une critique de l'exposition organisée par la Ville de Genève en partenariat avec l'Unige à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie. «On voit bien leur idéologie dans cet article. Ils pensent qu'une personne qui entame une procédure de changement de sexe restera toujours sur son sexe de départ, et vont toujours chercher à la désigner par son sexe de départ. Ce qui entre en contradiction avec la possibilité de changer de sexe à l'État civil, de modifier son apparence physique ou ses organes génitaux», assure Julien.

Des conférences transphobes au sein de l'Université de Genève ?

Le 29 avril 2022, le Centre de psychanalyse de la Suisse romande organisait une conférence-formation autour du livre «La fabrique de l'enfant-transgenre», en présence de ses autrices, Céline Masson et Caroline Eliacheff. «La thèse centrale du livre est que les réseaux sociaux créent une "épidémie de transgenres", car les enfants

seraient victimes d'un effet de groupe. Cette thèse s'appuie sur un concept états-unien, le "ROGD". Mais la communauté scientifique spécialisée sur ces questions, dont la WPATH⁵, a montré en quoi il n'était pas convainquant⁶. Ça ne les empêche pas de continuer à utiliser le concept et d'être à rebours des consensus scientifiques contemporains. Elle sont psychanalystes, pas psychiatres ou psychologues, elles ne sont pas en contact avec des personnes trans», nous dit Julien. Ce dernier a participé au blocage de la conférence en question : «Pour les raisons évoquées, nous avons décidé de prononcer un discours écrit l'heure d'avant et de crier des slogans en attendant que la salle, remplie d'une soixantaine de personnes, se vide. Apparemment, la conférence a quand même pu avoir lieu ailleurs, ces personnes ont le réseau nécessaire pour ça.» Suite à cette action, plusieurs publications ont défendu le choix de l'Unige de laisser cette conférence avoir lieu dans ses locaux, dont un communiqué du PLR⁷, ce qui l'a surpris : «J'ai trouvé ça intrigant que le PLR dise tacitement que ces idées étaient intéressantes et méritaient d'être débattues. Le parti aurait donc décidé de s'emparer du sujet, et du côté réactionnaire. Il y a plusieurs explications possibles à la volonté de défendre cet agenda. Pour rappel, en décembre 2021, lors du vote sur le budget au Grand Conseil, des élus PLR ont tenté de sucrer des subventions de



l'association Dialogai, dont Le Refuge est une structure⁸. Le travail de lobbying des anti-trans a donc lieu au sein des partis et cela risque de continuer. Au Parlement, mais potentiellement aussi dans les parlements communaux, qui donnent aussi des subventions. Si la majorité de droite se renforce lors des votations de 2023, on pourrait donc assister à une péjoration nette des conditions de vie des personnes trans à Genève. Globalement, les conditions de vie des minorités sont les premières touchées lors de crises politiques comme celle qui a lieu actuellement.»

Le 17 mai 2022, Journée internationale l'homophobie, la transphobie et la biphobie, une autre conférence dans l'Unige conviait cette fois Eric Marty, écrivain et professeur de littérature française contemporaine, pour présenter son livre «Le Sexe des modernes». Encore une fois, elle fut interrompue par des militants jugeant entre autres que, hors de son domaine d'expertise, l'auteur s'attaquait aux personnes transgenres, en usant d'un vocabulaire réactionnaire et reléguant ces personnes au rang

de concept et de menace pour les femmes cisgenres. Au lendemain de cette conférence, le rectorat de l'Unige a annoncé avoir l'intention de déposer une plainte pénale contre les manifestants. Le syndicat étudiant la CUAE a pris position sur la question⁹. Il estime que la liberté de recherche est cruciale, mais que «l'Unige ne peut se transformer en tribune de diffusion d'une idéologie meurtrière et mensongère, comme la transphobie» et qu'un cadre critique rigoureux doit être prévu dans le cas où un discours discriminatoire est étudié à des fins académiques. Enfin, la CUAE craint que la manière qu'a le rectorat de déléguer la charge de l'affaire au pouvoir judiciaire devienne le nouveau paradigme du comportement du rectorat à l'égard de certaines revendications étudiantes.

Balmain Badel

*Prénom d'emprunt

¹https://pinkcross.ch/unser-einsatz/politik/hate-crime/hate-crime_bericht_2022-fr_fin.pdf

²<https://www.amqg.ch/>

³<https://www.dialogai.org/publications/rapport-activites/2022/04/rapport-dactivites-2021/>

⁴<https://www.letemps.ch/opinions/transidentite-chez-jeunes-vertigineuses-errances-nos-representants-gauche>

⁵<https://wpath.org/publications/soc>

⁶https://www.wpath.org/media/cms/Documents/Public%20Politics/2018/9_Sept/WPATH%20Position%20on%20Rapid-Onset%20Gender%20Dysphoria_9-4-2018.pdf

⁷<https://www.plr-ge.ch/actualites/communiqués-de-presse/communiqués-de-presse-détails/news/soutien-a-luniversite-61148>

⁸<https://ge.ch/grandconseil/m/memorials/seances/020406/37/>

⁹<https://cuae.ch/prise-de-position-de-la-cuae/>

Port Noir : la police genevoise fait du zèle !

Moins de trois mois après la condamnation par la cour européenne de la pratique restrictive du droit de manifester de la part de nos autorités, la police genevoise a fait ce 1^{er} juin de nouveau du zèle.

Moins de quinze personnes s'étaient réunies le long du cortège commémoratif du débarquement au Port Noir pour arborer cinq pancartes et diffuser une centaine de tracts dénonçant la décision en cours des Chambres fédérales d'augmenter de deux milliards le budget militaire.

La police est alors intervenue, en tenue anti-émeutes, pour les refouler loin du cortège et procéder à un contrôle d'identité.

Sous prétexte qu'aucune demande d'autorisation de manifester n'avait été déposée, **elle a saisi toutes les pancartes et les tracts qu'elle a été chercher jusque dans les poches des militant.e.s** et ceci sous le vrombissement des moteurs d'une patrouille des FA-18 !

Il s'agit là d'une atteinte gravissime au droit d'expression, aucune menace ne pesant sur l'ordre public.

De fait, la police s'est arrogé le droit d'empêcher des citoyen.ne.s d'exprimer pacifiquement leurs opinions.

Dès lors, les personnes interpellées ont convenu de refuser toute éventuelle amende et

affirment leur détermination à la contester jusque devant le Tribunal de police, voire plus loin, si nécessaire.

D'autre part, **une interpellation urgente** sera déposée auprès du Conseil d'État et notamment du responsable de la Police, le Conseiller d'État Mauro Poggia.

Le zèle – « *préventif* » d'après l'officier en charge de l'intervention – dont a fait preuve la police est un fait grave qui doit être publiquement condamné et dont le gouvernement doit prendre ses distances.

Pour le GSsA, Amanda Gavianes, Tobia Schnebli et Paolo Gilardi



Rassemblement devant la mission et consulat du Salvador à Genève, 28/4/22

Dans le cadre du 1er mai au Salvador, un groupe de personnes de Genève solidaires avec le peuple salvadorien a organisé une action ce jeudi 28 avril à 18h30 en bas de l'ambassade salvadorienne (rue de Lausanne 65).

Le régime de ce pays centraméricain a décrété depuis quelques semaines l'état d'exception, suspendant les garanties constitutionnelles, afin d'enrayer, selon ses dires, le cycle de violence sociale ayant cours depuis quelques années. Cette situation permet notamment à l'armée d'arrêter des personnes sans aucune raison apparente !

En réalité, les résultats d'accords secrets entre le gouvernement et les structures criminelles organisées (maras) servent la propagande du régime qui peut présenter une réduction du nombre d'assassinats **en taisant le nombre croissant de personnes disparues** qui risque d'atteindre des milliers de cas par an. Ces personnes disparues sont toutes de classes pauvres, jeunes en majorité, maintenant plus de femmes que d'hommes, souvent victime de la traite ou du commerce d'organes. Le gouvernement couvre cette horreur en accusant les parents d'avoir mal élevé leurs enfants.

C'est la terreur criminelle dans les zones de pauvreté, maintenant reprise par l'armée et la police qui



occupent les quartiers et villages « misérables » en agissant avec impunité.

Le régime tente de vendre son état d'exception comme une défense des gens contre le terrorisme, mais en fait il essaie de cacher sa gestion catastrophique de l'économie (bitcoin, corruption énorme, destruction de l'agriculture nationale au profit d'oligopoles d'importation liés au gouvernement) et la grave crise sociale qui commence à se manifester. **La cible réelle de son abolition des droits fondamentaux c'est l'opposition, principalement les mouvements sociaux, dont beaucoup de membres risquent l'emprisonnement indéfini.**

La situation est dramatique.

Au Salvador ce dimanche 1er mai les mouvements sociaux convoquent à une grande manifestation

malgré l'état d'exception. Ça sera donc un test pour les syndicats et les mouvements sociaux qui prendront un risque énorme pour célébrer cette journée de lutte de la classe ouvrière.

C'est pourquoi, nous, groupes de solidarité avec l'Amérique latine, nous manifestons aujourd'hui contre le régime du Salvador.

Un grain de sable dans la grande lutte mondiale contre les nouvelles facettes de fascisme et pour un monde juste.

Soutien :

ZAS – Secrétariat pour l'Amérique Centrale, Association Nicaragua – El Salvador, Parti du Travail, solidaritéS,

Cher.e.s ami.e., cher.e.s camarades,

Au nom de l'Association de solidarité Nicaragua – El Salvador, je vous souhaite la bienvenue à ce rassemblement de solidarité avec la résistance salvadorienne que nous organisons, ici à Genève, siège des Nations Unies. Nous avons décidé de nous réunir ici, devant le siège de la Mission permanente du Salvador, pour envoyer un message de soutien et de solidarité

aux organisations sociales, syndicales et politiques du Salvador qui, à l'occasion du 1^{er} mai, défierons courageusement l'État d'exception, et la suspension des garanties constitutionnelles, prolongé pour 30 jours supplémentaires par le Congrès salvadorien majoritairement aux ordres du président Bukele.

En instrumentalisant la lutte contre l'insécurité et la délinquance organisée, le gouvernement bukliste franchi un pas supplémentaire dans

l'instauration d'un régime d'exception permanent qui vise, par l'intimidation, les menaces et la répression, à frapper durement les organisations sociales qui s'opposent à son projet néolibéral, antipopulaire et autoritaire.

Depuis de nombreux mois, nos camarades salvadoriennes et salvadoriens nous alertent du climat toujours plus répressif qui se manifeste de mille manières, et qui



complique leur travail quotidien d'accompagnement et d'organisation des classes populaires dans la lutte pour faire valoir leurs droits sociaux et économiques, et pour l'amélioration de leurs conditions d'existences.

Car ne nous y trompons pas, le caractère toujours plus répressif du régime de Bukele, et sa prétendue main ferme contre le crime organisé, vise avant tout à masquer son bilan désastreux en matière sociale, mais aussi sécuritaire. En effet, on assiste depuis plusieurs mois à une explosion des disparitions forcées touchant principalement les femmes et les jeunes, victimes de traite ou du commerce des organes. Face à cela, la complicité du gouvernement et son inaction volontaire sont scandaleuses, et montre sans équivoque le mépris et l'inhumanité avec lequel sont traitées les victimes et leurs familles.

A cela, il faut ajouter les attaques brutales contre les droits des travailleuses et des travailleurs, la corruption énorme couverte par Bukele, la gestion économique

calamiteuse qui a augmenté dramatiquement la pauvreté des classes populaires durement touchées par le Covid, et la destruction accélérée de l'agriculture paysanne et familiale au profit d'oligopoles d'importations liés au gouvernement.

Dans ce contexte, le durcissement répressif et la militarisation de la société apparaissent comme la fuite en avant d'un gouvernement qui a tout à craindre d'un peuple qui retrouve le chemin de la rue et de la mobilisation.

Dans ce sens, nous nous solidarisons de manière inconditionnelle avec les organisations sociales et politiques qui se mobiliseront le 1^{er} mai. Nous tiendrons le gouvernement de Bukele pour responsable de toute atteinte aux droits démocratiques du peuple salvadorien, et de toute atteinte à la liberté et à



l'intégrité physique des personnes mobilisées.

Compañeras y compañeros salvadoreños : Desde Ginebra, les mandamos un saludo combativo y solidario !
No estan solos !

La lucha sigue, ni un paso atras !

Tony Mainolfi

Association de solidarité Nicaragua – El Salvador
Genève, 28.04.2022

Le Parti du Travail soutient ce rassemblement de solidarité avec le peuple salvadorien.

À quelques jours des manifestations pour le premier mai, nous tenons à exprimer notre solidarité avec les mouvements sociaux qui vont essayer de descendre dans la rue malgré l'état d'urgence décrété par le gouvernement du Salvador qui a suspendu les droits démocratiques fondamentaux comme la liberté de réunion et de manifestation et qui impose un régime policier de peur et de répression qui frappe durement les milieux populaires et ceux et celles qui défendent leurs droits, la justice sociale et l'égalité.

La lutte contre les Maras est le prétexte du gouvernement salvadorien pour décréter l'état d'urgence.

Mais la cause profonde de l'existence des Maras, comme pour toutes les mafias qui souvent dominent les sociétés des pays pauvres, c'est avant tout la pauvreté elle-même. Une pauvreté qui frappe énormément de pays du Sud, en Amérique Latine et ailleurs.

La cause de cette pauvreté est le néolibéralisme total et déchainé qui donne tout le pouvoir aux détenteurs du capital privé et qui enlève aux grandes majorités de la population les moyens de production de ce qui est indispensable pour vivre, qui s'accapare tout ce qui reste des biens communs et collectifs, qui privatise les services essentiels pour les populations, comme la privatisation de l'eau, de la santé de l'éducation, du logement et des services de base.

C'est ce même modèle de néolibéralisme total et déchainé qui

transforme le monde en un Far West global.

La guerre en Ukraine fait partie de ce Far West global, c'est un choc entre impérialismes néolibéraux sur le dos du peuple ukrainien.

Mais cette guerre ne doit pas nous faire oublier toutes les luttes de beaucoup de peuples du Sud du monde qui sont soumis aux mêmes lois de la jungle néolibérale, on pourrait dire dans le «Far South» !
Vive la lutte des travailleuses et travailleurs du Salvador qui luttent contre la répression de leur gouvernement et contre l'exploitation par les capitalistes locaux et internationaux, contre le système des maras, des mafias et de tous les gangsters du capital global !

Vive le peuple du Salvador !

Tobia Schnebli



De l'idéologie du poutinisme

Quelle est l'idéologie de la Russie poutinienne ? Elle a bien une idéologie officielle. Même si elle n'est pas rigoureusement formalisée – ni assez consistante pour être rigoureusement formalisable –, ni formellement obligatoire, les médias d'État fournissent néanmoins des efforts considérables pour la faire rentrer dans les têtes. Par chez nous, on ne connaît guère cette idéologie, même si la propagande d'État russe est dénoncée par les médias, et qu'elle rencontre un étrange succès chez certains usages des réseaux sociaux, qui préfèrent s'informer à travers des médias de « réinformation ».

Cette ignorance est problématique, et engendre une double, et symétrique, erreur de catégorie : des gens de droite, des socio-démocrates, et certains trotskistes, s'opposent viscéralement à la Fédération de Russie, au point de prendre fait et cause pour le gouvernement ukrainien sans aucun esprit critique, parce qu'ils voient en elle l'héritière de l'URSS. A l'inverse, certains camarades anti-impérialistes mal informés prennent passionnément fait et cause pour la Russie, au point de soutenir l'« opération militaire spéciale », parce qu'ils voient en elle l'héritière de l'URSS. Autant faire de Mario Draghi le successeur des empereurs de Rome à ce compte... En réalité, la Russie actuelle est non seulement un pays très différent de celui des Soviets, mais même une sorte d'anti-URSS.

Un régime réactionnaire

La première chose à dire est que le régime russe actuel est profondément réactionnaire, et que son idéologie est viscéralement de droite et anticommuniste. Vladimir Poutine a lui-même commencé sa carrière politique comme un néolibéral et un partisan de la liquidation du socialisme. S'il est de bon ton aujourd'hui dans la propagande officielle de dénoncer le « Far West des années 90 », le néolibéralisme

pur et dur d'alors, à base de social-darwinisme et de promotion du capitalisme le plus dérégulé et le plus sauvage, n'a jamais été renié. Boris Eltsine continue d'être vénéré par le régime, et ne fait l'objet d'aucune critique publique directe.

Il pourrait difficilement en aller autrement du reste, car la structure socio-économique du pays n'a pas changé : un capitalisme oligarchique semi-mafieux, inégalitaire jusqu'à la nausée, avec un filet social rachitique et des services publics « rationalisés » jusqu'à l'asphyxie. Lorsque des représentants de Russie Unie, le parti au pouvoir, s'expriment sur les questions socio-économiques, ils feraient passer Philippe Nantermod pour un homme de gauche. Ce capitalisme est devenu certes un peu moins « sauvage » car pris en main par un seul clan oligarchique dominant toute la vie du pays à travers une superstructure étatique de plus en plus autoritaire, mais il n'y a rien de « socialiste » là-dedans, pas plus que dans les quelques nationalisations, qui sont au bénéfice exclusif du clan au pouvoir. Ce type de capitalisme-là est d'ailleurs particulièrement décadent et inefficace, provoquant en trente ans un recul dramatique à tous les niveaux. Comme le dit une blague triste : « la Fédération de Russie produit l'impression d'être une grande puissance. Malheureusement, elle ne produit plus grand-chose d'autre ». Lorsque vous voyez des « informations » sur de prétendus « succès » économiques russes, il s'agit de fake news.

L'idéologie qui sied logiquement à un tel régime est logiquement un anticommunisme viscéral, une haine virulente du socialisme qui a réellement existé. Une détestation massive qui transparaît dans une campagne de calomnie



A gauche : étoile rouge ; armée soviétique, 1917-1991 / à droite : étoile rouge ; Régiment immortel, Russie, 2017

permanente contre le socialisme, des discours de Vladimir Poutine à des navets produits par la télé russe, à base de dénigrement mensonger de la réalité soviétique, de la Révolution d'Octobre et de Lénine, doublée d'une héroïsation de l'armée blanche, du passé tsariste et même de certains émigrés blancs qui prirent fait et cause pour le Troisième Reich. Cette propagande n'a pas fondamentalement changé depuis les années Eltsine, même si elle est devenue moins unilatérale et plus ambiguë. Ou plutôt ce n'est pas au niveau du rejet absolu de tout ce qui est socialiste qu'il y a un changement.

Un certain héritage soviétique

Oui, mais Poutine a aussi exprimé des regrets pour la disparition de l'URSS, la plus grande « catastrophe géopolitique » du siècle, et son régime se réclame d'un certain « héritage soviétique » et en récupère des symboles, direz-vous peut-être...

Eh bien, regardons-y de plus près. Car se réclamer d'un « héritage » et en reprendre quelques symboles ne signifie pas grand-chose en soi. L'important est quel sens on leur donne. Ce n'est en tout cas pas celui qu'ils avaient en URSS. Socialisme, internationalisme, amitié entre les peuples, paix... toutes ces valeurs disparaissent logiquement entre les mains des propagandistes de Poutine. Certes, cette propagande joue sur une nostalgie bien réelle, sur un sentiment de « c'était mieux avant », parfaitement justifié



en l'occurrence. Mais, dans la mesure où le système social qui faisait que c'était effectivement mieux avant est rejeté sans nuance, cette nostalgie est dépolitisée.

En réalité, les symboles soviétiques que le régime reprend à son compte changent de nature entre ses mains, et peuvent être mélangés de façon qui semblerait aberrante avec d'autres, d'époque tsariste. Ce mélange est possible, parce que tout cet héritage soviétique est vidé de son sens véritable, pour être réinscrit dans une histoire glorieuse d'une Russie éternelle, selon un paradigme nationaliste.

Le Jour de la Victoire

La meilleure illustration en est le 9 mai, jour de la grande victoire sur le nazisme en 1945, aujourd'hui la fête la plus symbolique en Fédération de Russie, célébrée avec un faste qui n'eut jamais cours à l'époque soviétique.

En URSS le 9 mai n'était pas une fête militariste – un défilé militaire n'eut lieu que deux fois, en 1965 et en 1985 – mais une fête familiale, une « fête avec des larmes aux yeux » (le souvenir des 20 millions de disparus étant alors encore frais). La guerre était comprise en un sens internationaliste, comme la victoire de l'URSS multinationale et socialiste contre la pire réaction capitaliste. La guerre était aussi un traumatisme collectif, et la leçon retenue était : plus jamais ça ! Quant à la couleur de la Victoire, c'était le rouge, celui du socialisme.

En Fédération de Russie, le 9 mai est devenue une fête militariste, de la grandeur nationale russe (le caractère multinational de l'armée soviétique étant « oublié »), et de légitimation d'un régime étranger à cette victoire – ce qui permet tout de même un chantage émotionnel détestable : si vous êtes pour la Victoire de 1945, vous devez être pour Poutine, sinon vous êtes pour les nazis. Le symbole de la Victoire est devenu le mal nommé « Ruban de Saint Georges » (l'ordre de

Saint Georges, impérial, n'était plus délivré en URSS, et son ruban était noir et jaune), en fait le Ruban de la Garde soviétique, noir et orange, qui n'était présent que sur les médailles, alors que maintenant il est utilisé à toutes les sauces. Ce qui a l'avantage de remplacer le rouge du socialisme par un orange et noir idéologiquement plus « utilisable ». Le slogan favori est devenu : « C'est nous les vainqueurs, et on peut le refaire » (impensable à l'époque soviétique !).

Nationalisme et réaction

Dans un poème intitulé « Aux calomnieux de la Russie », écrit en 1831, Alexandre Pouchkine justifie la répression sanglante d'une insurrection polonaise face aux critiques européennes. Le grand poète – mal inspiré en l'occurrence – y formule à l'avance tous les éléments de langage de la propagande poutinienne : il s'agit d'une dispute entre Slaves qui ne vous regarde pas (le « monde russe ») ; si vous nous critiquez, c'est juste que vous détestez la Russie (la « russophobie ») ; nous vous avons libéré du tyran qui vous opprimait (Napoléon en l'occurrence), et vous nous êtes redevables ; c'est nous les vainqueurs, et on peut le refaire.

C'est en effet à l'époque impériale, et non à l'époque soviétique, qu'il faut chercher le sens des symboles d'origine soviétique utilisés par le régime de Poutine.

En effet, la restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes d'Europe de l'Est et des 13 autres anciennes républiques soviétiques (le cas de la Biélorussie étant un peu différent) s'est fait sous la bannière du nationalisme, l'époque du socialisme étant définie comme une occupation étrangère russe, en continuité avec l'occupation tsariste. Un anticommunisme qui est aussi profondément antirusse (ce qui n'est pas incompatible avec de très bonnes relations avec le régime russe par ailleurs).

Or, c'est sur cet aspect-là que Poutine a rompu avec son prédécesseur : le libéralisme a été rejeté avec virulence pour ce qui est des libertés démocratiques (plus qu'aléatoires sous le règne de Boris Eltsine), mais surtout en tant qu'il était compris comme genuflection devant l'Occident. Sous la présidence de Poutine, la Russie allait « se relever de ses genoux », retrouver sa grandeur impériale passée. Son véritable idéal n'est pas l'URSS, mais l'empire des tsars.

Mais parce que le nationalisme des pays sensés « appartenir » à la zone d'influence russe est anti-communiste, le nationalisme russe ne pouvait être anti-communiste jusqu'au bout, et se devait de renverser l'absurde équation de ces nationalismes, en réhabilitant l'URSS en tant que continuation de l'Empire russe, et de sa grandeur.

Dans ce tour de passe-passe idéologique, l'héritage soviétique perd tout son sens, est absorbé dans une idéologie de matrice nationaliste et réactionnaire : la Russie, Troisième Rome, a pour mission éternelle, de défendre des valeurs spirituelles éternelles et chrétiennes, face à un Occident décadent, dont l'homosexualité est la marque de fabrique de son caractère pervers. En ce sens, l'ennemi vaincu en 1945 est moins le nazisme dans sa réalité socio-économique et idéologique, qu'un énième avatar d'un Occident éternel, ennemi métaphysique d'une Russie éternelle. Ce qui permet de faire sens du non-sens d'une propagande qui voit des « nazis » partout, sauf dans l'extrême-droite russe. Autant dire qu'il n'y a rien d'« anti-impérialiste » dans ce délire mystico-impérial.

Alors, certes, une statue de Lénine a été restaurée dans une ville conquise (pardon, « libérée ») à l'Est de l'Ukraine. Mais c'est au mieux une forme de sinistre plaisanterie, qui aurait difficilement été plus opposée à l'enseignement de Lénine.

Alexander Eniline



14 JUIN 2022
MANIFESTATION
 DE LA GRÈVE
FÉMINISTE

PLACE DE NEUVE

15H19 HEURE DE L'INÉGALITÉ SALARIALE!
18H DÉPART DE LA MANIFESTATION

... ET CERTAINEMENT D'AUTRES ACTIVITÉS FÉMINISTES DANS LA JOURNÉE. **REJOIGNEZ-NOUS !**

PLUS D'INFORMATIONS:
 INSTA: @GREVEFEMINISTEGENEVE
 FACEBOOK: GFGENEVE
 MAIL: INFO@GREVEFEMINISTE-GE.CH
 WWW.GREVEFEMINISTE-GE.CH



Collectif genevois de la grève féministe

ON LÂCHE RIEN !

**NON À AVS21, LA RETRAITE À 65 ANS
 POUR LES FEMMES C'EST TOUJOURS NON!**

**STOP INÉGALITÉ SALARIALE,
 REVALORISATION DU TRAVAIL DES FEMMES**

STOP LGBTQIA*PHOBIE

STOP VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES!

**ANTIRACISME & SOLIDARITÉ
 AVEC LES MIGRANT-E-X-S
 ACCUEIL DE TOU-X-TE-S LES REFUGIÉ-E-X-S**

**SI C'EST PAS OUI, C'EST NON!
 POUR L'INTRODUCTION DU CONSENTEMENT
 DANS LE CODE PÉNAL.**

**ÉCOFÉMINISMES: INTERSECTIONALITÉ
 ET CONVERGENCE DES LUTTES!**

**13ème Fête des peuples
 sans frontières**

Le Sahara occidental
 Dernière colonie d'Afrique



Pour cette édition, notre invité d'honneur sera le Front Polisario qui viendra nous parler de leur lutte dans le Sahara occidental

Vendredi 8 Juillet 18h - 00h
Samedi 9 Juillet 17h - 00h
Dimanche 10 Juillet 12h - 20h



**Préau de l'École du Mail,
 Rue Gourgas 15, 1205 GE**



Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8